



**HAL**  
open science

## Une face cachée de l'histoire électorale française

Jean-Marie Donegani

► **To cite this version:**

Jean-Marie Donegani. Une face cachée de l'histoire électorale française. *Revue Française de Science Politique*, 2007, 57 (3-4), pp.493 - 495. hal-03459603

**HAL Id: hal-03459603**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03459603>**

Submitted on 1 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

action socialisatrice, une telle analyse présente l'intérêt de situer le questionnement au niveau de l'intégration des processus de médiatisation à l'intelligibilité générique du monde politique. À ce niveau, il n'est pas tant question de mesurer des effets sur des comportements que d'appréhender comment la communication participe des cadres ordinaires de la vie sociale. C'est le chantier principal ouvert aux recherches en communication politique, celui aussi qui leur assurera les meilleurs débouchés et échanges au sein des sciences sociales.

Pierre LEFÉBURE  
Laboratoire Communication et politique (CNRS)

### *Une face cachée de l'histoire électorale française*<sup>1</sup>

On connaît les travaux de sociologie historique de Yves Déloye qui, avec ceux d'Alain Garrigou, d'Olivier Ihl ou de Michel Offerlé, ont considérablement enrichi notre connaissance de la citoyenneté et de la civilisation électorale françaises. Si le modèle de T. H. Marshall présente les sociétés occidentales comme ayant successivement abordé la dimension civile, politique et sociale de la citoyenneté, cette vue harmonieuse et développementaliste de l'évolution électorale conduit à négliger les conflits qui ont opposé les acteurs sociaux quant à la légitimité et l'inéluabilité d'une citoyenneté assise sur l'universalité du suffrage. Du côté des courants nationalistes français, des résistances s'exprimèrent à l'égard de la promotion d'une citoyenneté dont l'horizon d'universalité pouvait générer une liberté dangereuse pour les identités primordiales. De même, la contrainte que faisait peser l'émergence de l'appartenance citoyenne sur l'allégeance religieuse, ouvrant l'État au pluralisme confessionnel et conduisant à la privatisation de la foi, a entraîné de larges réactions de la part de l'institution catholique. C'est ce dernier enjeu, lié à l'autonomisation de l'espace politique et à la promotion d'une appartenance à la communauté stato-nationale venant contrarier l'identité religieuse supposée première, qui est étudié par Yves Déloye dans son récent ouvrage.

Avec le souci de profondeur historique qu'on lui connaît, l'auteur s'attache ici à saisir les avatars du cléralisme électorale en France sur la période qui voit s'installer les pratiques de participation entre le milieu du 19<sup>e</sup> et le milieu du 20<sup>e</sup> siècle. À partir d'une connaissance exhaustive de l'historiographie politique et religieuse de la période considérée, ainsi que d'une investigation poussée dans les sources primaires (archives policières et judiciaires, articles et iconographie de presse, sermons, bulletins paroissiaux, manuels électoraux, tracts de propagande, etc.), Yves Déloye parvient à dessiner ainsi une « contre-histoire du vote » qui éclaire d'un jour nouveau les structures et les évolutions du suffrage électorale en France.

Il s'agit d'abord de saisir la contribution de la hiérarchie catholique à l'apprentissage des procédés démocratiques : propagande et financement des campagnes, mobilisation des électeurs et sélection des candidats, inculcation du devoir électorale et travail de classement idéologique. Mais il s'agit aussi de comprendre la réticence de l'Église à la légitimité du pluralisme politique des catholiques et les difficultés de son insertion dans une modernité marquée par la séparation des sphères et l'autonomie du sujet. C'est donc une histoire paradoxale où sont restitués à la fois l'ambivalence de l'Église envers le règne du suffrage, ses hésitations et ses résistances à l'égard de la conjonction entre démocratie représentative et république laïciste, mais aussi son concours à la définition d'un répertoire moderne d'action politique et à l'intégration et la politisation des populations rurales dans la vie politique française.

L'enquête minutieuse de Yves Déloye privilégie l'étude de l'action pastorale des desservants de paroisse et des animateurs des réseaux locaux d'action catholique, et restituée par une foule d'exemples extraordinairement parlants le travail d'inculcation d'une vision religieuse intégrale du monde social, qui lie les principes théologiques aux prescriptions électorales et interdit ainsi de concevoir la politique comme un champ indépendant de la religion. Cet intégralisme s'accompagne le plus souvent de la réaffirmation de l'intransigeantisme traditionnel qui refuse les données philosophiques et anthropologiques de la modernité politique. Mais Yves Déloye sait aussi donner voix à ceux qui, tout au long de cette histoire, se sont appuyés sur le

---

1. Yves Déloye, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électorale : le clergé catholique et le vote 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2006 (L'espace du politique).

même intégralisme pour promouvoir des positions politiques moins hostiles à la République moderne.

Le plus souvent, les prescriptions électorales visent à disqualifier tout esprit de révolte et à rejeter la tradition révolutionnaire comme contraire aux dictées divines et à l'esprit de justice et de charité. Seule l'influence des maximes évangéliques qui prônent à la fois la sollicitude envers autrui et le respect de l'autorité légitime serait susceptible d'établir un ordre juste. Seule la conception de l'acte électoral comme devoir moral et soumission à la sagesse de Dieu pourrait permettre de tempérer les emportements du volontarisme démocratique. Et ici le magistère religieux s'exerce pleinement sur les consciences pour rejeter le cloisonnement opéré par la citoyenneté républicaine entre l'homme et le citoyen : l'électeur n'est pas l'individu informé et critique qui délibère et choisit de manière autonome, mais le membre d'une communauté assujettie à ses porte-parole, le fils fidèle qui se laisse guider par les autorités morales garantes de son salut. Cette conception pastorale du gouvernement des âmes est au service des intérêts de la communauté identitaire, qui a pour vocation essentielle de transmettre son héritage moral et de faire vivre sa tradition. La politique n'a pour fin que d'affirmer la vérité religieuse jusque dans la constitution et dans la législation. Le nombre n'a aucune légitimité en soi et s'assimile à la brutalité de la force s'il n'est corrigé par une approche substantielle des décisions qu'il engendre. On retrouve ici cette approche qualitative du suffrage que le christianisme a toujours défendue depuis ses origines.

On sait que l'Église a largement contribué à inventer et perfectionner une technologie électorale destinée à assurer la dévolution des charges ecclésiastiques, et que c'est dans ses synodes, conciles et chapitres qu'elle a mis en œuvre le principe *Quod omnes tangit* issu du code justinien selon lequel « ce qui intéresse tout le monde doit être traité et approuvé par tous ». Ainsi, le principe de consultation et de consentement des intéressés, qui a connu un essor considérable dans l'Europe communautaire médiévale et inspiré l'ecclésiologie conciliariste au 15<sup>e</sup> siècle, a marqué profondément la doctrine traditionnelle du corps politique, a conduit au développement de l'idée de représentation et a revêtu une charge nouvelle au moment de la Révolution avec le développement des théologies des Lumières. Mais l'autre principe, dit de la *sanior pars*, permettait de tempérer les effets purement mécaniques de la loi du nombre et la doctrine catholique a toujours cherché à soumettre la loi de majorité aux exigences de qualité et de substance emportées par l'affirmation de l'origine divine de tout pouvoir comme de la supériorité de la vérité sur l'opinion. C'est dans cette conception substantielle du suffrage que le magistère romain a pu, de Pie VI à Pie IX en passant par Grégoire XVI, trouver les ressources intellectuelles aptes à stigmatiser la référence moderne à un pouvoir détaché de son fondement divin et libéré de toute référence religieuse. Ainsi, à partir de l'adage paulinien *Omnis potestas a Deo*, l'enseignement de l'Église a conduit à dissoudre la citoyenneté dans l'appartenance religieuse et à soumettre tout choix politique à la prévalence de la loi naturelle voulue par Dieu.

Mais, précisément en raison de cette implication religieuse de l'activité politique et de la confusion entre le répertoire de la piété et celui de l'assentiment électoral, le clergé se présente dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle comme un acteur incontournable du jeu politique et contribue par ses interventions sur la scène électorale à sacraliser durablement l'acte du vote. Les mandements pastoraux insistent sur le caractère impérieux du devoir électoral, les offices religieux sont agencés afin d'encadrer le rituel démocratique, et la continuité est établie entre la liturgie et la délibération politique. Par là, et en dépit de cette synonymie posée entre le vote universel et la particularité culturelle, l'Église contribue à l'assise démocratique d'un régime républicain dont elle combat pourtant les présupposés agnostiques et anticléricaux. Il faut noter ici – et ce n'est pas là l'une des moindres contributions de cet ouvrage à la science politique – que l'examen de la littérature pétrophile conduit à relativiser le paradigme de la domination privilégié par André Siegfried dans son célèbre *Tableau*. Le cléralisme, dans lequel Siegfried voit une force écrasant toute possibilité de résistance de la part de populations rurales durablement soumises, est en réalité moins la résultante d'une disposition héritée et intériorisée que le produit d'une élaboration théologique et d'un travail politique constant. Loin d'apparaître comme le fruit d'une domination allant de soi, le cléralisme électoral se donne comme une entreprise d'inculcation volontaire et pensée qui cherche à invalider la nouvelle vision du monde sécularisé affirmant l'autonomie d'un espace politique détaché de tout principe structurant d'origine religieuse. La capacité d'encadrement du clergé est en définitive étroitement dépendante d'une traduction théologique qui permet de considérer le vote comme un devoir religieux au même titre que la prière. C'est cette inscription du vote dans une perspective de dévotion et d'obéissance à

Dieu qui est le ressort profond du cléralisme électoral, beaucoup plus que la supposée domination exercée par les élites locales sur le peuple dans une pression matérielle et spirituelle.

Dans le même temps et dès le début de la Troisième République, certains ecclésiastiques se démarquent de l'intransigeantisme catholique pour plaider en faveur d'une adaptation du catholicisme au monde moderne et défendent une conception libérale de la religion susceptible de concilier la mission évangélique avec la démocratisation de la société. C'est une autre trajectoire qui se dessine ici de la relation entre le catholicisme et la vie politique française, où l'indifférence et la conciliation doivent permettre de ne froisser aucune opinion politique pourvu qu'elle ne soit pas contraire à la foi. Ce desserrement des contraintes religieuses du choix politique ouvrira la possibilité d'un relatif pluralisme des catholiques, même si celui-ci ne se déploiera vraiment que bien après la période couverte par l'enquête d'Yves Déloye.

Ce que révèle cette étude, c'est le maintien de la conception intégraliste de la foi quelle que soit la période considérée. Car même lorsque le clergé se retire d'un engagement trop manifeste dans la lutte électorale au nom d'une conception plus « élevée et indépendante » du sacerdoce, c'est pour privilégier une action apostolique renouvelée en considérant que les tentations partisans d'antan ont nui à l'efficacité religieuse. Se vérifie donc la possibilité d'une déconnexion entre intransigeantisme et intégralisme, signe d'une adaptation du catholicisme à la modernité politique, mais sans aller jusqu'à l'énonciation d'une séparation radicale entre la foi et les options temporelles. Cela ne doit pas étonner. L'enquête d'Yves Déloye portant sur les positions du clergé et non sur celles des laïcs, il n'est pas surprenant que l'intégralisme religieux soit ainsi toujours réaffirmé. En outre, on ne doit pas oublier qu'aucun des fondateurs du libéralisme n'a prôné la séparation complète entre foi et politique. Au contraire, la subsomption de la séparation entre institutions politiques et religieuses par la séparation entre sphère publique et sphère privée conduit nécessairement à reconnaître que les croyances religieuses peuvent légitimement influencer les options politiques. Ce que prône le libéralisme, c'est que les préférences religieuses soient toujours présentées, même publiquement, à titre privé. Mais cela n'implique nullement que, dans le for interne de l'individu, la foi religieuse ne vienne pas inspirer les choix politiques, et c'est même sur cette liaison intérieure qu'un auteur comme Tocqueville pouvait fonder son espoir d'une régulation du volontarisme démocratique.

Ce qu'il faut retenir de cette minutieuse analyse de la littérature pétrophile, c'est la contribution du clergé catholique à l'invention d'un répertoire de propagande et de mobilisation populaire qui a certainement assuré la pénétration du rituel démocratique dans la profondeur de la société. Ce répertoire résulte de la convergence entre une volonté de politisation des pratiques sacerdotales et une volonté d'appropriation religieuse du savoir-faire politique. Quel que soit l'ancrage ancien et longtemps prégnant de l'Église catholique dans l'hostilité intransigeante à la modernité politique, les présupposés intégralistes de la foi ont ainsi paradoxalement permis que la contre-société chrétienne contribue à l'édification et à l'assise du suffrage universel. C'est donc à la connaissance d'une face cachée de l'histoire électorale française que conduit la lecture de cet ouvrage désormais incontournable d'Yves Déloye.

Jean-Marie DONÉGANI  
Institut d'études politiques de Paris

### *Le patriotisme cosmopolitique ou la voie introuvable*<sup>1</sup>

L'ouvrage de Jean-Marc Ferry *Europe, la voie kantienne*, publié en 2005, mais composé d'un recueil d'articles écrits entre 2002 et 2005 à la veille des référendums français et néerlandais, est l'essai d'un philosophe qui entreprend depuis plusieurs années de théoriser la construction européenne et ses perspectives de développement futures, tant du point de vue du fonctionnement des institutions que de celui du rapport que les citoyens entretiennent avec elles<sup>2</sup>.

Jean-Marc Ferry reprend à son compte dans cet essai la thèse d'Habermas du patriotisme constitutionnel et entreprend de la prolonger. Pour lui, les échanges interculturels de peuple à peuple sont générateurs d'une forme originale d'intégration, exprimée par le concept kantien de cosmopolitisme. C'est à partir de cette « voie kantienne » que les fondements d'une identité

1. Jean-Marc Ferry, *Europe, la voie kantienne. Essai sur l'identité postnationale*, Paris, Cerf, 2005.  
2. Jean-Marc Ferry, *La question de l'État européen*, Paris, Gallimard, 2000.